

Sommet de Londres sur le planning familial Mercredi 11 juillet 2012

« *Je veux apporter tout ce qu'il faut à un enfant avant d'en avoir un autre.* »
Une mère de Korogocho, un bidonville dans les environs de Nairobi, Kenya

Un Sommet sans précédent

En juillet 2012, des partenaires du monde entier se réunissent pour apporter leur soutien au droit des femmes et des jeunes filles à décider, librement et pour elles-mêmes, si elles souhaitent avoir des enfants, à quel moment et combien elles souhaitent en avoir.

À l'heure actuelle, plus de 220 millions de jeunes filles et de femmes des pays en développement ne souhaitant pas être enceintes n'ont pas accès aux contraceptifs modernes, ni aux informations et aux services qui leur sont associésⁱ. Cette situation entraîne plus de 60 millions de grossesses non désirées chaque année et expose les jeunes filles et les femmes à des risques sérieux de mort ou de handicap au cours de la grossesse et de l'accouchement, et à des avortements dangereux. En 2008, il y a eu environ 14 millions de naissances parmi les adolescentes des pays en développement, la plupart du temps sans que ces adolescentes aient été préparées au niveau physique, émotionnel ou économique.ⁱⁱ L'accès au planning familial augmente les opportunités et les choix de mode de vie offerts aux jeunes filles et aux femmes, et apporte également un soutien au développement social et économique de leur famille, de leur communauté et de leur pays.

Le 11 juillet 2012, le gouvernement britannique et la Bill & Melinda Gates Foundation, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), les gouvernements nationaux, les donateurs, la société civile, les organisations religieuses, le secteur privé et la communauté de la recherche, entre autres partenaires, vont déployer des efforts sans précédent destinés à fournir **des services, des informations et des produits de contraception abordables et permettant de sauver des vies à 120 millions de jeunes filles et de femmes supplémentaires dans les pays les plus pauvres du monde d'ici à 2020**ⁱⁱⁱ.

Par ailleurs, les gouvernements des pays, appuyés par la communauté internationale, s'engageront à maintenir la couverture des 260 millions de femmes de ces pays qui, selon les estimations, utilisent actuellement des contraceptifs

Le Sommet de Londres sur le planning familial va susciter des engagements en faveur des droits de 120 millions de femmes et de jeunes filles supplémentaires dans les pays les plus pauvres du monde à utiliser des services, des informations et des produits de contraception, sans contrainte ni discrimination, d'ici à 2020.



Photo : Peter Caton/IPPF

« *Je savais [qu'un mariage et une grossesse précoces] signifiaient abandonner mes études, m'éloigner de mes amies et de ma famille, puis donner naissance. J'avais entendu dire que des jeunes filles étaient mortes en accouchant. Si je me mariais demain, qu'est-ce que je perdrais ? Mon indépendance, ma vision, mes rêves.* »

Hosna, Bangladesh

modernes, pour que d'ici à 2020, un total de 380 millions de femmes et de jeunes filles dans les pays les plus pauvres du monde puissent accéder de leur propre gré aux méthodes modernes de contraception^{iv}. Ces efforts vont également entraîner un accès accru dans d'autres pays en redonnant, par exemple, de la vitalité à l'intérêt porté au planning familial par la communauté internationale et en renforçant le marché des contraceptifs de qualité et au coût abordable, y compris les méthodes nouvelles et sous-utilisées.

Primauté du respect des droits

L'objectif du Sommet est de s'assurer que les femmes et les jeunes filles des pays en développement puissent avoir la liberté d'accéder et d'utiliser le planning familial, sans contrainte ni discrimination.

Le Sommet et son suivi mettront les droits au premier plan, en encourageant et en respectant les droits de l'homme de chacun et en s'appliquant à assurer que ces droits deviennent une réalité, particulièrement pour les jeunes filles, les jeunes garçons, les femmes et les hommes les plus pauvres et les plus vulnérables. Le Sommet

et son suivi s'alignent sur le cadre plus large défini il y a près de 20 ans par la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD)^v. Le Sommet affirmera l'importance fondamentale du planning familial volontaire, et de la liberté d'accès à un éventail complet de contraceptifs pour les femmes et adolescentes mariées et célibataires. Le Sommet mettra tout particulièrement l'accent sur l'équité et l'autonomisation de toutes les jeunes filles et les femmes afin qu'elles puissent prendre conscience de leurs droits en matière de planning familial.

Accès, choix et équité

Le Sommet va demander à la communauté internationale de s'attaquer aux nombreux obstacles qui empêchent les jeunes filles et les femmes d'utiliser des moyens de contraception modernes, tels que le manque d'engagement politique, les lois et politiques restrictives, les entraves sociales, culturelles et financières à l'accès et à l'utilisation, y compris les inégalités sexospécifiques, et le fait de négliger ou d'aller à l'encontre des droits des individus. Des ressources limitées, des services de mauvaise qualité, des approvisionnements fragmentés, des chaînes d'approvisionnement fragiles et un manque de méthodes de contraception de qualité et au coût abordable pour répondre aux besoins des individus sont des défis supplémentaires.

Les efforts visant à renforcer le planning familial devraient également être intégrés dans un cadre plus vaste de services de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile, y compris les soins post-partum et post-avortement, et de services de santé sexuelle et reproductive complets, incluant le VIH. Ces efforts permettront d'appuyer et de renforcer le continuum de soins tout en comblant de graves lacunes concernant l'accès au planning familial.



Photo : Marie Stopes International

Miriam vit au Mali, où 65 % des femmes âgées de 20 à 24 ans sont mariées au plus tard à l'âge de 18 ans.

À 18 ans, Miriam a déjà deux enfants de moins de trois ans dont elle doit s'occuper. Elle n'avait aucune connaissance des méthodes modernes de planning familial, jusqu'à ce qu'elle visite un centre de santé, où elle s'est informée sur les différentes options disponibles et a décidé d'utiliser un dispositif intra-utérin (DIU).

Six mois plus tard, Miriam continue de se féliciter de son choix :

« Maintenant, toute ma famille est en paix. Mon mari n'a pas à se soucier de devoir financer une autre grossesse et les besoins d'un autre enfant ; nous pouvons mieux nous occuper des enfants que nous avons déjà, et je peux m'accorder un peu de temps de repos. »

Engagements sans précédent

Le Sommet de Londres sur le planning familial offre l'opportunité de générer des engagements à l'échelle mondiale, afin que des services de planning familial de haute qualité et volontaires soient plus facilement disponibles, acceptables et abordables. En agissant ainsi, nous pouvons accélérer la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) (y compris la Cible 5.b : L'accès universel à la médecine procréative), et susciter d'autres engagements pour la Stratégie mondiale en faveur de la santé des femmes et des enfants du Secrétaire général des Nations Unies, « Chaque femme, chaque enfant », et d'autres partenariats novateurs entre les secteurs public et privé ainsi que la société civile.

Des ressources et un engagement politique nouveaux et sans précédent seront appelés lors du Sommet, ce qui résultera en un énorme retour sur nos investissements collectifs. Si la communauté internationale appuie les propres ambitions et plans des pays, cela permet ainsi à 120 millions de femmes et de jeunes filles supplémentaires, dont les besoins ne sont pas satisfaits dans les 69 pays les plus pauvres, d'utiliser des contraceptifs entre 2012 et 2020. Ainsi, plus de 110 millions de grossesses non désirées et environ 50 millions d'avortements (la plupart dans des conditions dangereuses) seront évités. Plus de 200 000 décès de femmes et de jeunes filles à la suite d'une grossesse et d'un accouchement ainsi que près de 3 millions de décès de bébés au cours de leur première année de vie seront également évités.

Tous les membres de la communauté internationale ont un rôle à jouer pour atteindre les objectifs ambitieux du Sommet et sont appelés à collaborer pour :

- assurer un accès au planning familial volontaire, respectant les droits des individus et des couples à prendre des décisions informées concernant le planning familial au sein de cadres politiques et juridiques habilitants ;
- accroître la demande et le soutien en faveur du planning familial, y compris en intensifiant l'appui des hommes, des familles et des communautés, et en supprimant d'autres obstacles à l'accès et à l'utilisation ;
- améliorer les chaînes d'approvisionnement, les systèmes et les modèles de prestation de services, y compris par le biais de partenariats



« Je veux reprendre mes études d'infirmière. Grâce au planning familial, je suis certaine que je pourrai réaliser mes ambitions car je n'aurai pas un autre bébé dans un avenir proche. »

Ruth Jotua, 24 ans, mère de deux enfants dans la région de Nsanje, Malawi



Photos : Lindsay Mgbor/DFID

novateurs avec le secteur public, le secteur privé et les associations à but non lucratif ;

- améliorer la dynamique du marché, en incluant les capacités prévisionnelles des pays, et en développant la disponibilité et la qualité de l'éventail de méthodes de planning familial ;
- fournir des produits supplémentaires, y compris de nouvelles méthodes, pour combler les lacunes qui empêchent de répondre à la demande de manière appropriée ;
- renforcer le suivi et le sens des responsabilités, y compris le suivi des bénéficiaires et sur une base communautaire, pour améliorer l'accès et l'utilisation volontaire des contraceptifs et suivre les flux de ressources financières destinés au planning familial ;
- se faire les défenseurs d'un financement soutenu par des gouvernements et des donateurs, et de la protection et de la promotion d'engagements internationaux en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs, y compris le planning familial.

Ces engagements permettront que de réels changements se produisent aux niveaux international, national et local, afin de surmonter les obstacles qui empêchent actuellement que les jeunes filles et les femmes puissent avoir accès aux contraceptifs. Les dispositions de suivi du Sommet s'inscriront au sein des processus, des cadres et des organisations qui sont déjà en place, et prolongeront l'engagement remarquable des partenaires de la communauté des parties prenantes du planning familial.

Un investissement rentable

L'accès au planning familial volontaire offre des avantages transformationnels aux femmes et aux jeunes filles et est l'un des investissements les plus rentables qu'un pays puisse effectuer pour son avenir. On estime que chaque dollar américain dépensé pour le planning familial peut faire économiser jusqu'à 6 dollars dans les domaines de la santé, du logement, de l'eau et d'autres services publics dans les pays en développement.



L'accès aux contraceptifs permet également d'obtenir les résultats suivants :

- moins de décès parmi les femmes et les nouveau-nés et des avantages élargis en matière de santé ;
- une augmentation du nombre de jeunes filles terminant leurs études et pouvant ainsi profiter de meilleures opportunités professionnelles ;
- des familles et des communautés en meilleure santé et plus prospères ;
- de moindres exigences pour les budgets du secteur social.

Le Sommet de Londres sur le planning familial fournit une opportunité sans précédent pour faire avancer ce programme vital, en générant de nouveaux engagements à l'échelle internationale qui permettront de sauver et de transformer les vies de millions de jeunes filles et de femmes et, de ce fait, amélioreront la santé, la prospérité et le développement des familles, des communautés et des pays pour les générations à venir.



London Summit on
FAMILY PLANNING



ⁱ Singh S and Darroch JE, *Adding It Up: Costs and Benefits of Contraceptive Services—Estimates for 2012*, New York: Guttmacher Institute and United Nations Population Fund, UNFPA, 2012.

ⁱⁱ Facts on the sexual and reproductive health of adolescent women in the developing world. Guttmacher Institute and IPPF. April 2010.

ⁱⁱⁱ Ces pays, 69 au total, sont définis comme ceux ayant un revenu national brut (RNB) égal ou inférieur à 2 500 USD par an (sur la base de la classification 2010 de la Banque mondiale utilisant la méthode Atlas).

^{iv} Family Planning Summit 2012, *Technical Note : data sources and methodology for calculating 2012 baseline, 2020 objectives, impacts and costings*, Family Planning Summit Metrics Group, 2012

^v <http://www.unfpa.org/public/cache/offence/home/sitemap/icpd/International-Conference-on-Population-and-Development>